

Brochure n° 3100

Convention collective nationale

IDCC : 43. – **ENTREPRISES DE COMMISSION,
DE COURTAGE ET DE COMMERCE
INTRACOMMUNAUTAIRE
ET D'IMPORTATION-EXPORTATION
DE FRANCE MÉTROPOLITAINE**

**ACCORD DU 22 MAI 2007
PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 30 *bis*
DE LA CONVENTION COLLECTIVE**

NOR : *ASET0750836M*

IDCC : 43

Entre :

Le syndicat des négociants et commissionnaires à l'international (SNCI) ;
L'union professionnelle des opérateurs spécialisés du commerce international (OSCI) ;

Le syndicat des exportateurs-importateurs de textiles (SEIT) ;

La fédération des entreprises industrielles et commerciales internationales de la mécanique et de l'électronique (FICIME) ;

La fédération nationale de commerce des négociants spécialisés en produits alimentaires (FIPA) ;

L'union française du commerce chimique, 1^{re} section (UFCC) ;

La fédération française des syndicats de courtiers en marchandises (FFSCM),

D'une part, et

La fédération des services CFDT ;

La fédération nationale commerce, services et force de vente CFTC ;

La fédération nationale de l'encadrement, du commerce et des services (FNECS) CGC ;

La fédération des employés et cadres (FEC) CGT-FO ;

La fédération des personnels du commerce, de la distribution et des services CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Modification de l'article 30 bis « Prime d'ancienneté »

L'article 30 *bis* de la convention collective des entreprises de commission, de courtage et de commerce intracommunautaire et d'importation-exportation de France métropolitaine est complété comme suit :

« L'augmentation de la prime d'ancienneté ne peut en aucun cas se substituer aux éventuelles augmentations de salaires. »

Article 3

Force obligatoire de l'accord

Les accords d'entreprise, d'établissement ou de groupe ne peuvent déroger en tout ou partie aux dispositions du présent accord sauf clauses plus favorables aux salariés.

Article 4

Entrée en vigueur de l'avenant

Le présent avenant sera notifié à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature, conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail.

Il sera procédé dans les meilleurs délais aux formalités légales en vue du dépôt et de l'extension du présent accord conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

(Suivent les signatures.)